



Intervention du 18 octobre 1985 sur l'état des négociations

« Au moment où nous approchons d'une interruption dans nos travaux, il n'est pas inutile de prendre un peu de recul pour faire le point, en examinant ce que nous avons accompli, ce que nous avons omis de réaliser et ce que nous pourrions faire, du moins si nous croyons à nos propres déclarations sur l'importance politique de cette Conférence au sein du système d'ensemble des relations complexes entre l'Est et l'Ouest.

Il y a presque deux ans, nos ministres des Affaires étrangères se sont rassemblés dans cette salle dans une atmosphère internationale marquée par l'appréhension et l'incertitude. Scrutant ce sombre horizon, le ministre des Affaires extérieures du Canada a prononcé cette phrase : 'Jamais la nécessité d'une conférence comme celle-ci ne s'est manifestée de façon plus urgente. Jamais les espoirs d'une conclusion heureuse n'ont-ils été aussi grands.' Heureusement, les nuages sombres qui s'accumulaient sur nos têtes en cette période obscure de janvier 1984 se sont quelque peu dissipés. Mais notre tâche n'en a pas changé le moins du monde pour autant, pas plus que son urgence. Faisons-nous le meilleur usage possible du temps et de l'impulsion politique qui nous ont été donnés ? Nous disposons d'environ une année si nous devons parvenir à un résultat satisfaisant d'ici l'automne de l'année prochaine, et ma délégation salue avec un sentiment de soulagement la structure de travail que nous avons inaugurée cette semaine.

Nous accueillons avec soulagement l'accord de procédure finalement adopté durant cette session qui ouvre une phase nouvelle de notre Conférence, laquelle a déjà gaspillé trop de temps avant d'en venir à un échange d'idées sous forme concrète. Cet accord pourrait nous faciliter la tâche de réaliser les résultats concrets définis par notre mandat, qui nous enjoint de formuler des mesures susceptibles d'accroître la confiance et la sécurité.

Mais cette percée que nous avons accomplie s'accompagnait-elle d'un renouveau du sentiment d'urgence qui doit nous mouvoir, nous faisant mesurer l'importance de la tâche qui nous a été confiée, le temps qui nous reste étant si court ?

L'accord de procédure n'est pas une panacée. Il ne garantit pas le progrès. Nous devons saisir cette occasion pour procéder enfin à cet échange de vues concrètes et précises qui nous permettra d'entamer rapidement la rédaction, de passer du processus de discussion à celui de l'écriture d'un texte, même fragmentaire et de forme préliminaire. Il nous faut traduire les impressions de flexibilité en termes concrets qui puissent être couchés sur papier, même s'ils doivent être revus dans un contexte plus large. Il nous faut finir de débroussailler afin de commencer à tracer la route dans la direction qui nous a été donnée il y a presque deux ans.

Bien que cela ne paraisse pas toujours évident aux yeux des médias — et il n'est pas facile de l'expliquer aux journalistes et à d'autres — nous avons en fait accompli beaucoup, clarifiant des concepts dont certains sont hautement complexes. Je crois que nous avons assez bien compris les buts des uns et des autres, et cela nous a permis de commencer à regarder au-delà de nos positions respectives pour chercher des points de convergence.

Nous en avons trouvé quelques-uns. Par exemple, ma délégation a souvent qualifié les MCS comme des 'désincitations à l'agression'; d'autres délégations les ont appelées 'barrières opérationnelles au recours à la force'; récemment, on a pu dire que les MCS sont des 'fusibles de sûreté'. Ces appellations différentes représentent une même réalité. Il nous incombe maintenant d'abandonner les métaphores et les tournures élégantes pour commencer à rédiger les détails et coucher sur papier les points communs implicitement présents dans nos différentes approches.

Nous pensons également avoir quand même réussi à susciter entre nous une confiance suffisante pour réaliser que les affaires militaires peuvent et doivent être démythifiées, que le secret est l'ennemi de la confiance et que la transparence n'est pas la même chose que l'espionnage. Nous pensons que serait plus largement acceptée la notion voulant que l'information sur les affaires militaires doit devenir le sujet d'échanges réguliers, coopératifs et ouverts entre gouvernements.

Nous avons constaté tout récemment avec satisfaction l'émergence d'une convergence apparente sur la notion de calendriers annuels de prévision d'activités — encore qu'il reste beaucoup de travail à faire sur les circonstances dans lesquelles ce concept pourrait être appliqué.

Bien que ma délégation, comme d'autres, continue à douter de l'intérêt de codifier des principes purement déclaratifs, nous avons convenu qu'il ne serait pas inutile de compléter des mesures de confiance et de sécurité concrètes par une réaffirmation du principe du non-recours à la menace et à l'emploi de la force. Tout en reconnaissant que d'autres facteurs critiques inhérents à la menace ou à l'emploi de la force sont traités dans les forums appropriés, nous sommes convenus de mettre l'accent à Stockholm sur un problème majeur, soit : le danger que représentent les forces conventionnelles en Europe, telles que définies dans le mandat de la Conférence.

Nous avons tous admis qu'il serait utile de tenir au moins une semaine d'entretiens exploratoires informels avant la fin de cette session. L'expérience qui en a résulté n'a pas calmé, bien au contraire, notre impatience d'agir. D'une part, certaines délégations disent que nous avons suffisamment avancé pour commencer à rédiger la réaffirmation du principe de non-recours à la menace ou à l'emploi de la force. Ces mêmes délégations disent d'autre part que nous ne pouvons pas commencer à parler des mesures d'information et de vérification tant que le contenu des mesures de notification ne sera pas arrêté. Ce contenu reste discuté parce que ces mêmes délégations continuent d'interpréter le mandat d'une manière qui élargirait la zone d'application des MCS à des activités qui n'en relèvent pas. Une telle argumentation ne peut avoir d'autres conséquences que de nous retarder tous, ou même de nous amener au point mort.

Notre principal accomplissement durant ces longs mois de négociation a été d'identifier une base adéquate — et je pense que nous y sommes maintenant parvenus — à la conception d'un ensemble de mesures de confiance et de sécurité propres à réduire le risque de conflit militaire en Europe. Nous ne devons maintenant épargner aucun effort — et ne fixer aucune échéance artificielle à ces efforts — pour faire en sorte de parvenir à un résultat substantiel à Stockholm, avant la réunion complémentaire de la CSCE à Vienne. »